

LES inspirations **ÉCO** AFRIQUE

BOA diversifie pour mieux régner

● La filiale du groupe BMCE Bank entreprend plusieurs partenariats sur divers segments d'activités. Les derniers portent sur les partenariats trouvés avec la Banque ouest-africaine de développement et Afrimarket, sur le créneau du transfert d'argent. **p.21**

CAHIER DE L'INTÉGRATION

Le FMI relève son optimisme pour le continent **p. 22-23**

L'OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

DLM «bétonne» sa voie africaine **p. 24**

VUE DU CAMEROUN

Le 3^e opérateur de téléphonie mobile se fait désirer **p. 26**



Actualité



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

L'ère «Émergence»

C'est désormais à la mode. La grande tendance sur le continent s'appelle «Émergence». Vous aurez en effet constaté que le mot est devenu le qualificatif tout désigné, le terme qu'il faut avoir, dans l'air du temps, pour paraître branché devant les institutions de Bretton Woods, pour toutes ces économies africaines encore bien immergées dans leurs défis structurels de création d'emploi et de réduction de la pauvreté. Il suffirait de suivre mon regard pour trouver les parfaites illustrations : Gabon Émergent, Cameroun Émergent, Sénégal Émergent, Vision Bénin 2025... chacun tente d'émerger, faisant le chemin tout seul et personne ne pense à faire émerger l'approche «panafricaniste» du développement et de la croissance, à travers l'intégration économique du continent. Évidemment, chacun y va à son propre rythme : 2025 pour le Gabon et le Bénin, 2035 pour le Cameroun, etc. Ces pays pensent-ils faire en une décennie ce qu'ils n'ont pas pu faire en 50 ans d'indépendance ? Vous me direz que le contexte est différent, que maintenant, au moment où ces lignes sont écrites, c'est l'«Africa's time» ! Oui. Je serais tout à fait d'accord, mais gardons les pieds sur terre et rendons-nous à l'évidence, au risque de passer pour des afro-pessimistes : le continent, avec toutes les économies qui le composent, ne pourrait émerger qu'une fois son union consacrée et son intégration concrétisée. Cela est le fondement à tout changement structurel. Aussi longtemps que nous ignorerons la mutualisation de nos potentiels, nous demeurerons pour de longues années encore à la traîne. ●



Côte d'Ivoire, seconde étape de la tournée royale

Après le Mali, le roi Mohammed VI est arrivé dimanche à Abidjan pour une visite de travail et d'amitié en République de Côte d'Ivoire. Les objectifs économiques de cette étape portent essentiellement sur le renforcement des relations commerciales et d'investissement qui existent entre les deux économies. La Côte d'Ivoire est le troisième plus important client du royaume en région subsaharienne, tout juste après le Sénégal (1^{er}) et la Mauritanie (2^e). En janvier dernier, le Conseil marocain de gouvernement entérinait un important accord de coopération signé le 19 mars 2013 à Abidjan entre le royaume et la Côte d'Ivoire, portant «*encouragement et protection réciproque des investissements*».

L'économie verte en éclosion sur le continent

La «Déclaration d'Oran», en Algérie, a été adoptée dimanche par les participants à la conférence africaine sur l'économie verte, dont les travaux ont pris fin dans la capitale de l'Ouest du pays après deux jours de débats et d'échanges. Les délégués africains ont ainsi réaffirmé, à travers ce document, «*leur volonté d'œuvrer à la mise en place d'un modèle de développement et de croissance économique soutenue, socialement inclusif et équitable, protecteur des ressources naturelles et de l'environnement, ainsi que soucieux de satisfaire les besoins des générations actuelles et futures à travers la promotion de modèles de consommation et de production durables*».

Une filiale low-cost pour Kenya Airways

La compagnie Kenya Airways vient d'annoncer, de source de presse, son intention de lancer dès le 1^{er} avril prochain une nouvelle filiale low cost, «JamboJet». Pour ses débuts, la nouvelle compagnie ralliera à partir de Nairobi, la capitale kenyane, des destinations internes comme Kisumu Eldoret et Mombasa, et envisage son expansion en 2015 vers des destinations hors du Kenya comme le Burundi, le Rwanda, le Soudan du Sud, la RD du Congo et l'Éthiopie. La compagnie aérienne espère ainsi attirer de nouveaux passagers pour les lignes internes et repousser la concurrence de l'aviation d'affaires. Pour rappel, Kenya Airways est le premier transporteur aérien au Kenya et le troisième en Afrique derrière South Africa Airways et Ethiopian Airlines.

30 millions d'euros,
c'est ce que devrait coûter le projet de cimenterie du groupe Addoha à Bamako, au Mali. L'usine développera une capacité de production de 500.000 tonnes.



Tunisair à l'offensive sur le marché africain

25 nouvelles destinations dont 20 en Afrique, c'est la grande ambition que vient de lancer la compagnie tunisienne. Cette dernière compte bien reconquérir sa place dans le ciel africain. Selon un communiqué de ladite compagnie, une équipe de travail dédiée a été mise en place, sous l'égide du ministère de l'Économie et des finances afin de préciser les demandes prioritaires et urgentes de Tunisair, ainsi que pour assurer ses besoins durant l'année 2014. Parmi ces priorités, l'expansion du réseau des destinations sur le continent figure en bonne place. La compagnie compte surtout drainer un plus grand nombre de touristes dans le domaine de la santé et du bien-être.



BOA diversifie pour mieux régner

● La filiale du groupe BMCE Bank entreprend plusieurs partenariats sur divers segments d'activités. Les derniers portent sur les partenariats trouvés avec la Banque ouest-africaine de développement et Afrimarket, sur le créneau du transfert d'argent.

Dans un contexte d'économies en pleine mutation dans la région ouest-africaine, Bank Of Africa (BOA) est en train de diversifier ses terrains d'intervention. En l'espace d'un mois, l'enseigne a concrétisé deux nouveaux partenariats importants qui devraient porter ses activités dans de nouvelles dimensions. Le premier concerne ses activités de financeur du développement, un nouveau positionnement que la banque semble désormais adopter sur le marché régional. Il y a en effet tout juste quelques jours, la filiale du groupe BMCE Bank finalisait avec la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), principale institution régionale de financement du développement, un premier accord de coopération inédit en son genre, puisque c'est la première fois que la BOA s'associe aussi étroitement avec une institution de financement du développement. Les deux structures se sont de fait engagées à «des échanges d'information et d'expériences» en matière de financement du développement, ainsi qu'à mener des opérations communes de financement et d'arrangement de projets. Les deux parties sont aussi tombées d'accord sur des prises de participa-



● Le transfert des fonds des travailleurs émigrés africains est aussi une mission principale pour la filiale de BMCE Bank.

tion et le soutien mutuel de leurs initiatives respectives, aussi, «dans le cas où l'une des parties ne serait pas qualifiée pour une opération, l'autre pourrait remplir le rôle d'agent et d'arrangeur», peut-on lire dans le communiqué conjoint. Selon la même source, les deux institutions financières s'engagent à se «concerter pour leurs actions de mobilisation de ressources sur les marchés de capitaux en Afrique et auprès de partenaires extérieurs, en vue du financement du développement. La mise à disposition, entre les

deux parties, de lignes de trésorerie et d'opportunités de souscription aux émissions d'emprunts obligataires ou de bons est également dans les clauses de l'accord.

Transfert de fonds

Le financement du développement n'a toutefois pas fait oublier à la BOA ses missions de services de banque classique, notamment vis-à-vis des particuliers. L'enseigne s'attaque en effet à un nouveau créneau, celui des transferts de fonds des travail-

leurs africains émigrés. Une nouvelle collaboration a été développée dans ce sens avec l'enseigne Afrimarket, basée en France. L'objectif de cette coopération est de permettre aux migrants africains établis dans l'Hexagone d'opérer

La banque se positionne comme acteur majeur dans le financement du développement.

des transferts d'argent vers la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin. Cela devrait se faire à travers le réseau français de BOA. Ce réseau est aujourd'hui constitué de quatre agences à Paris ainsi qu'à Marseille. La solution proposée par Afrimarket est le «cash to goods», qui devrait permettre aux utilisateurs de «régler directement l'acquisition de matériels électroménagers en plus des dépenses alimentaires, de santé ou de scolarité des proches restés sur le continent africain», selon les concepteurs. Afrimarket compte bien élargir ses horizons via cet important partenariat avec la BOA. Déjà présente sur les trois marchés cités un peu plus haut, la société ambitionne de lancer ses activités au Mali, au Togo et au Cameroun dans le courant de l'année. ●



BMCE Bank, partenaire de votre dossier Afrique

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL

Cahier de l'intégration

Croissance

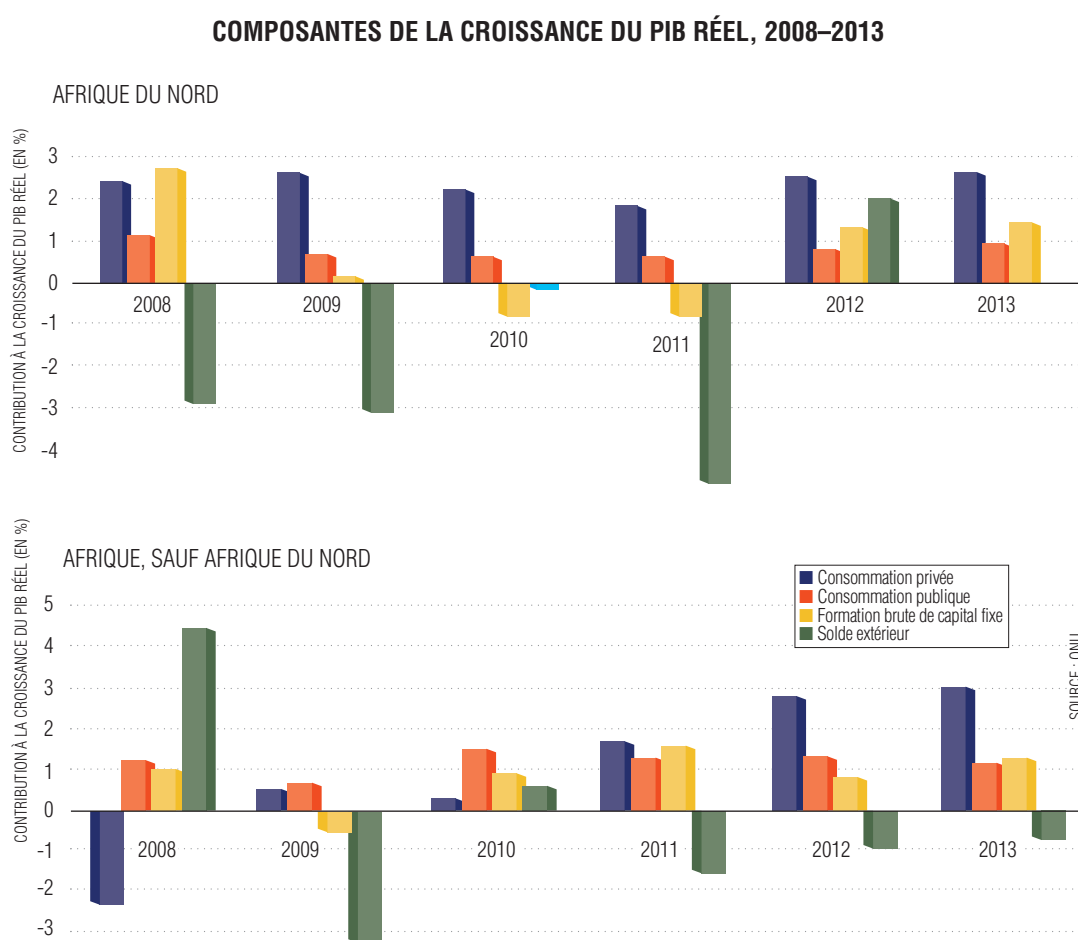
Le FMI relève son optimisme pour le continent

● L'Afrique continue à nourrir des perspectives très positives sur sa dynamique économique. Sa croissance sur les deux prochaines années devrait être de 6,1% en 2014 et de 5,8% pour 2015. Ces chiffres sont légèrement au-dessus des prévisions annoncées en octobre dernier.

Les perspectives demeurent encore très enthousiastes concernant la croissance économique africaine. Les dernières actualisations du FMI, publiées en cours de semaine dernière, sont formelles. Elles viennent relever, de quelques points, la croissance africaine sur les deux prochaines années. Celle-ci devrait en effet être de 6,1% en 2014, soit 0,1 point de plus que le chiffre annoncé en octobre dernier et 5,8% pour 2015, soit, là aussi, 0,1 point de plus que prévu. Le continent continue ainsi de maintenir sa grande forme économique, grâce notamment à «la solidité de la demande intérieure dans la majeure partie de la région», peut-on lire dans le rapport de l'institution financière internationale. Il faut savoir que l'Afrique est sur de bons acquis depuis une bonne décennie déjà. «L'activité est restée soutenue en Afrique subsaharienne au début de 2013, bien qu'elle se soit légèrement ralentie par rapport à 2012 et elle a été appuyée dans la plupart des pays par la demande intérieure», expliquent les experts du FMI.

Dynamique relative

Cette dynamique est particulièrement visible ressentie auprès des pays à faible revenu et dans les États fragiles, à l'exception notable du Mali et de la Guinée-Bissau, qui ont été en proie à des conflits civils internes. L'organisme souligne parallèlement que l'Angola a bénéficié de la reprise de la production de pétrole. Au Nigéria, les prix toujours élevés du pétrole ont assuré une solide croissance, malgré les effets baissiers temporaires des problèmes sécuritaires dans le Nord du pays et des vols



de pétrole. Quant à l'Afrique du Sud, l'une des locomotives économiques du continent, les projections indiquent que la crois-

sance devrait progressivement s'accélérer à partir de 2014. La reprise de la croissance mondiale et «l'atténuation des goulots d'étran-

glement» dans l'infrastructure, ont été les facteurs ayant favorisé cette situation. De plus, le resserrement de la situation dans le domaine du financement et le regain de confiance auprès des investisseurs et des consommateurs, sont également dans liste de ces facteurs.

Marchés financiers

La récente volatilité des marchés financiers mondiaux a eu des répercussions dans plusieurs pays du continent, selon le rapport du FMI, bien que la plupart des pays à faible revenu n'aient guère été touchés, en raison des liens limités qu'ils ont avec ces marchés. En ce qui concerne les marchés pionniers, la monnaie nigériane s'est affaiblie par rapport au dollar des États-Unis, au plus fort de la phase de volatilité, bien que les conditions financières se soient depuis lors stabilisées. L'inflation devrait encore se ralentir en 2013 dans la majeure partie de la région, grâce à un certain tassement des prix alimentaires mondiaux et à la poursuite de politiques monétaires prudentes. Les projections indiquent toutefois que les soldes des comptes courants devraient continuer de diminuer, en raison du fléchissement des prix mondiaux des produits de base. Le Burkina Faso et le Nigéria, sont de parfaites illustrations de cette dernière situation. La poursuite des investissements dans les infrastructures et les ressources naturelles financées par les IDE (Par exemple le Mozambique et la Sierra Leone), sont également autant de facteurs impulsant la dynamique économique actuelle. ●

Contexte mondial en amélioration

La croissance mondiale devrait s'inscrire en hausse en 2014, après avoir évolué au ralenti en 2013, selon les dernières projections du FMI. Elle devrait se situer en moyenne à 3,7 % en 2014, contre 3 % en 2013, puis se hisser à 3,9 % en 2015. L'activité économique mondiale s'est renforcée au second semestre de 2013, comme le prévoyait l'édition d'octobre 2013 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Dans les pays émergents, le rebond des exportations a été le principal moteur, tandis que la demande intérieure est restée modérée, sauf en Chine. La «zone euro», qui concentre une bonne partie de la demande extérieure adressée au continent, est en train d'émerger de la récession et s'engage sur la voie de la reprise. La croissance devrait se renforcer et atteindre 1 % en 2014, puis 1,4 % en 2015. L'accélération sera en général plus modeste dans les pays européens aux prises avec des tensions financières à des degrés divers (Grèce, Chypre, Espagne, Italie et Portugal), où la progression des exportations devrait contribuer à alimenter la croissance, tandis que le niveau élevé de la dette, tant publique que privée et la fragmentation financière freineront la demande intérieure.

Interview

CHEIKH TIDIANE
GADIO

Président de l'Institut panafricain de stratégie, ex-ministre des Affaires étrangères du Sénégal

«Les pays africains devraient donner la priorité à la coopération intra-africaine»

Les ÉCO : Le roi est actuellement en tournée en région subsaharienne. Quelle lecture faites-vous de cette démarche ?

Cheikh Tidiane Gadio : J'ai toujours pensé que le Maroc avait une bonne diplomatie africaine.

Le royaume est un des rares pays qui n'a pas de problème à reconnaître ce que nous appelons la profondeur africaine. Il faut qu'on fasse très attention aux lignes artificielles qui sont tracées entre ce qu'on appelle l'Afrique blanche et l'Afrique noire. Ce sont des catégorisations qui ne

sont pas adéquates, voire même dangereuses. En réalité l'Afrique a été balkanisée en 54 états avec même une tentative de détacher des États comme celui de l'Afrique du sud pour en faire des États blancs. Cette tentative de dire que l'Afrique du Nord en la catégorisant avec les pays méditerranéens n'est pas acceptable. Nous avons trop perdu de territoires, aujourd'hui l'intégrité du continent africain fait que l'Afrique du Nord comme l'Afrique australe et l'Afrique du

centre, de l'est, de l'ouest ainsi que les îles font bel est bien partie intégrante du continent africain. Le Roi Mohammed VI à travers sa tournée africaine, veut ainsi renforcer la présence marocaine sur le continent. La diplomatie peut avoir un effet éco-

Si la CEDEAO était politiquement unie, chaque homme d'affaires africain saurait qu'il a 300 millions de consommateurs.

nomique immédiat mais les sous-entendus sont pour le Maroc de réaffirmer son appartenance au continent.

Il y a également le volet de promotion de la coopération Sud-Sud, surtout dans la conjoncture économique mondiale que l'on connaît...

Absolument. Je pense que le fait de partager les expertises reste primordial. Les Marocains ont une expérience relationnelle beaucoup plus proche de nous,

doublée d'une expertise prouvée dans plusieurs domaines d'activité. Le Maroc a partagé avec nous la pauvreté après l'indépendance, le dénuement, l'absence d'infrastructures, d'écoles, d'hôpitaux.

Aujourd'hui, il possède une plateforme médicale très avancée au Maroc, sans compter les nombreuses universités. Il est donc beaucoup mieux placé pour comprendre les besoins de ses partenaires du Sud du Sahara. Il dispose d'infrastructures routières remarquables pour un pays qui n'est pas producteur de pétrole. Les Africains auraient dû donner la priorité à une coopération inter-africaine. En 2006, les échanges entre les pays européens étaient estimés à 66%, entre pays asiatiques à 56%, et entre pays africains à seulement 12%. Il faut que nous acceptions de comprendre qu'il est beaucoup plus facile de développer le commerce inter-africain et cela augmenterait notre part du commerce mondial.

On parle beaucoup de croissance africaine. Comment expliquez-vous le contraste entre cette croissance et la pérennité de défis structu-

rels, telle la pauvreté, le chômage, etc. ?

Je pense qu'au-delà de ces problématiques, même, il existe un défi beaucoup plus important aujourd'hui, à savoir celui de la sécurité. Il ne pourra jamais y avoir de croissance inclusive dans la crise et l'instabilité politique et militaire. Pour combattre la pauvreté, il faut favoriser la création d'emplois et mettre en place un climat favorable aux investisseurs nationaux et internationaux. Personnellement, je ne suis pas du tout enchanté de voir que sur la liste des économies les plus performantes du monde, il existe sept économies africaines. Pour la seule et unique raison, que cette croissance n'est pour le moment qu'au stade de chiffres et de statistiques, et qu'elle n'a encore aucune manifestation concrète et visible dans le quotidien des populations du continent. On ne le dit peut-être pas souvent, mais la réalité est que le niveau de pauvreté dans les pays africains ne cesse de s'approfondir. La croissance ne se mange pas, pour être caricatural dans mon expression. Une croissance de 15% qui laisse les Africains mal nourris, mal logés ne règle pas les problèmes.



Le Maroc a toujours eu une bonne diplomatie africaine. De plus, le royaume est le mieux placé pour comprendre les besoins de ses partenaires subsahariens.

Pensez-vous que l'intégration économique continentale soit la voie du salut ?

Nous avons des marchés nationaux encore très étroits. Prenez l'exemple de marchés comme la Gambie, le Sénégal, avec des populations de 10 millions d'habitants, tout au plus, et comparez ces pays à une puissance comme la Chine. Un homme d'affaires chinois, en se réveillant, sait déjà qu'il a 1,5 milliard d'habitants comme consommateurs potentiels. Si la CEDEAO était unie politiquement, chaque homme d'affaires africain saurait qu'il a actuellement 300 millions de consommateurs qui seront plus d'un demi-milliard dans moins de 20 ans. Nous avons aujourd'hui une Afrique sans unité, qui va continuer de nous enfoncer dans l'impasse et nous faire perdre la possibilité d'aspirer à devenir une puissance économique mondiale.

L'opérateur de la semaine

EN PARTENARIAT AVEC



Centre Marocain de Promotion des Exportations

DLM «bétonne» sa voie africaine

Le groupe Delattre Levivier Maroc s'est engagé dans un ambitieux plan de développement sur le continent africain. Une vision stratégique qui recèle de forts potentiels de croissance et de rentabilité. Ses dernières implantations ont eu lieu en Côte d'Ivoire et au Congo-Brazzaville.



Le continent africain regorge d'opportunités de développement intéressantes pour les opérateurs marocains de l'industrie métallurgique lourde, notamment dans le domaine de l'offshoring pétrolier et du secteur minier, où ces derniers pourraient faire valoir l'expertise acquise au Maroc. Le groupe Delattre Levivier Maroc (DLM) l'a compris et très tôt. Dans ce sillage et

suivie à la percée de sa filiale sénégalaise, la société marocaine a récemment marqué de nouveaux pas dans son développement en Afrique. DLM a en effet procédé à l'acquisition de l'ivoirien Gema

Construct, une des enseignes leaders du secteur local et régional des constructions métalliques et industrielles, active en Côte d'Ivoire et au Congo-Brazzaville. Évidemment, cette nouvelle acquisition élargit la présence de DLM en Afrique subsaharienne. Notons que son implantation au Sénégal lui a permis de contribuer à plusieurs

Le CA du groupe est porté par la chimie au Maroc et les mines sur le continent.

gros projets sur ce même marché, mais également dans la région ouest-africaine.

Engouement pour l'Afrique

Au Sénégal, DLM a contribué, en 2012, au projet d'exploitation aurifère de Sabadol pour le compte de l'australien Lycopodium. Le groupe a aussi opéré dans le secteur des infrastructures de production pétrolière au Congo, au niveau de la mine d'uranium d'Imouraren et de l'unité de traitement d'uranium d'Arlit, au Niger, ainsi que pour d'autres projets au Mali, en Angola, en Guinée équatoriale, au Burkina Faso et en Tunisie. De plus, avec un chiffre d'affaires de 178 MDH à la fin du 1er semestre 2013, en progression de 18%, soutenu principalement par les activités de la chimie au Maroc et des mines en Afrique avec un carnet de commandes en hausse de 87% sur la même période, DLM ne s'arrêtera certainement pas là. Le groupe veut renforcer son positionnement à l'international avec des succursales dans d'autres pays d'Afrique. Après le Sénégal, la Guinée équatoriale, la Côte d'Ivoire et le Congo-Brazzaville, les autres pays ciblés par l'opérateur pour une probable implantation sont la Mauritanie, le Ghana et le Togo.



DLM cible maintenant la Mauritanie, le Ghana et le Togo.



BIO EXPRESS

Jean-Claude Bouveur,
président de DLM

Jean-Claude Bouveur, PDG de DLM, contracte très tôt le virus des affaires. Né il y a 72 ans dans le nord de la France au sein d'une famille modeste, il aide dès son jeune âge sa mère, épicière, dans son commerce. Son père, lui, était ouvrier de cartonnerie. Après le secondaire, Jean-Claude Bouveur intègre les écoles techniques d'où il ressort avec un diplôme de technicien supérieur. Il intègre, à 22 ans, Delattre Levivier France (DLF) en tant que métallurgiste. Il gravit vite les échelons et sera nommé ingénieur-cadre après l'excellent travail qu'il réalise dans le service montage. Cette honorable expérience incitera les responsables de DLF à lui octroyer la direction de l'atelier montage de Delattre Levivier Maroc (DLM) en 1971. Il était alors âgé de 29 ans. Tandis qu'au Maroc DLM poursuivait son développement, DLF, elle, traversait une période difficile. Elle décidait, en 1973, de céder 50% du capital de DLM à un actionariat marocain avant d'abandonner le reste pour se concentrer sur ses propres soucis financiers. Peu après, les actionnaires marocains ont pensé également à céder leurs parts et c'est Jean-Claude Bouveur, connaissant les potentialités de l'entreprise, qui décide, aux côtés d'un partenaire marocain, de reprendre DLM. En 2000, Jean-Claude Bouveur reprend tout le capital. Il assurera dorénavant seul le développement de DLM et y parviendra brillamment. En effet, DLM développe dès 2006 des activités à l'export avec des réalisations au Sénégal, au Burkina Faso et au Congo, puis en 2007. Ensuite, l'entreprise s'introduira à la Bourse de Casablanca en 2008 ; une belle opération qui lui permettra de financer son développement. S'en suivront d'autres projets plus ambitieux.

De nombreuses opportunités de développement

Dans un communiqué de presse, le groupe expliquait sa récente implantation en Côte d'Ivoire par le fait que ce pays était devenu l'un des premiers marchés des entreprises marocaines à l'international. «Avec 22,6 millions d'habitants, la Côte d'Ivoire détient un positionnement important sur ce marché de l'Afrique de l'Ouest, doté d'un fort potentiel et de perspectives de développement intéressantes, offrant des relais de croissance structurants et significatifs pour notre groupe». Le Congo quant à lui est reconnu comme étant un important producteur pétrolier où opèrent la plupart des sociétés pétrolières clientes de DLM. Cette nouvelle implantation en Côte d'Ivoire et au Congo-Brazzaville constitue la 4e filiale du groupe DLM, qui entend poursuivre son maillage des grands marchés africains à forts potentiels.

EN PARTENARIAT AVEC **coface**

Le marché de la semaine

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LE MALI (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/13	JAN. AOÛT 12	JAN. AOÛT 13	ÉVOL. 13/12
Importations	54425	34560	24377	8313	-43,95%	5030	20385	305,27%
Part dans les importations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	167720	364886	431480	298032	34,96%	211359	211556	0,09%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Solde	113295	330326	407103	289719	61,99%	206330	191170	-7,35%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS
MALI**Taille**

16,8 millions de consommateurs potentiels (2011)

Monnaie

Franc CFA

PIB

11,3 milliards de dollars US

Croissance PIB

4,8 en 2013, 7,4% en 2014

Région économique

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)

Doing Business 2013 :155^e mondial sur 189 pays (153^e au DB2013)

«Cartons pleins» au Mali !

● Durant la visite royale, 17 accords de partenariat ont été signés portant sur divers secteurs. Banque, industrie, télécoms, formation professionnelle et institutionnels...tout y passe. L'offre marocaine se relance sur ce marché en plein redémarrage économique.

L'étape malienne, la première de la tournée royale en cours en région subsaharienne a tenu toutes ses promesses. Un lot exceptionnel de 17 nouveaux accords de coopération portant sur des secteurs divers allant de l'économie au religieux en passant par la formation ont été signés, de quoi donner un nouvel élan aux relations entre les deux pays. Dans le détail, le volet économique et des investissements remporte, évidemment, la palme des enjeux. Si le projet de cimenterie annoncé par le groupe Addoha est sans doute l'un des acquis majeurs de cette étape - 30 millions d'euros pour une capacité de 500.000 tonnes/an - il en est de même pour d'autres secteurs tout aussi porteurs de potentiels de business. C'est le cas par exemple du protocole sectoriel de coopération signé dans les domaines mi-

nier, pétrolier et gazier, une façon pour le royaume de faire profiter le Mali, un pays au sous-sol parmi les plus riches du continent d'une expertise acquise dans chacune de ces filières. Le secteur bancaire n'est pas en reste. Le groupe Banque centrale populaire (BCP) a saisi l'opportunité pour finaliser une convention de partenariat avec le ministère malien de l'Économie, des finances et du budget

du Mali, là où la Banque internationale du Mali, filiale du groupe Attjariwafa bank, scellait un important partenariat avec l'Union nationale des sociétés coopératives de producteurs de coton du Mali (UNSCPC). Dans le secteur des télécoms, il s'agit de l'accord relatif au «*changement du contrôle indirect de la Sotelma*», filiale de Maroc Telecom, suite au rachat de ce dernier par le groupe émirati Etissa-

lat, qui a été signé avec le ministère de la Communication et des nouvelles technologies de l'information. Un mémorandum d'entente et de coopération en matière de zones industrielles a également été signé entre la Société MEDZ et le ministère malien de l'Industrie, ainsi que deux autres conventions en matière de formation professionnelle et de gestion de l'eau.

Risque pays

La normalisation politique contribue à la reprise de l'activité économique : En 2013, le pays est sorti de la récession liée à la crise politique. Le soutien financier international convenu à la conférence des bailleurs à Bruxelles en mai 2013 devrait soutenir la croissance en 2014. La reprise de l'aide va relancer les dépenses publiques et stimuler les secteurs affectés par la crise (construction, services, commerce). En outre, la campagne agricole 2013-14 s'annonce favorable, ce qui devrait se traduire par une progression de la production de coton. Le secteur aurifère continuera à tirer l'activité grâce aux investissements dans les mines de Loulo-Gounkoto (Randgold Resources), de Syama (Resolute Mining) et à la prolongation des concessions (AngloGold Ashanti sur la mine de Sadiola). En 2013, la hausse de la production vivrière et le rétablissement des circuits d'approvisionnement ont fortement réduit l'inflation. Dans ces conditions, mais aussi sur la base de la baisse des prix céréaliers, la Banque centrale a assoupli ses conditions de financement en septembre 2013. L'inflation devrait rester assez faible en 2014, l'économie continuant de bénéficier de la dissipation de l'impact inflationniste de la crise.

coface



Le groupe BMCE Bank au service du développement des affaires et du progrès social en Afrique

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL



Vue du Cameroun



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir. pub-Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

50 ans, et après ?

Cette semaine a été marquée par la célébration du cinquantenaire de la réunification commémorant le jour où le Cameroun anglophone et le Cameroun francophone décidèrent de former un seul et même pays. Cet événement, qui aurait dû se célébrer en 2011, s'inscrit comme un point d'arrêt d'abord, puis comme un tournant. Un point d'arrêt pour examiner le chemin parcouru, en identifiant les réussites, les difficultés rencontrées et les stratégies mises en œuvre pour les contourner. Un tournant parce qu'il faut tourner le dos à certains usages des 50 dernières années, si l'on veut que le pays réussisse son intégration dans le monde moderne. À titre d'exemple, en finir avec cette lenteur administrative qui est pour beaucoup dans le mauvais classement du pays au palmarès Doing Business. Côté réussite, il y a bien sûr cette paix sociale et cette stabilité politique qu'il faudrait absolument préserver car rien n'est définitivement acquis, et si le pays a tenu bon jusqu'à présent, c'est bien parce que les acteurs de son indépendance avaient coulé une solide fondation pour l'édifice de cette maison, qui est encore en plein chantier. Maintenant que la construction du rez-de-chaussée est terminée, il faut procéder à des chaînages et à des dallages aussi solides que pour ses fondations, afin que les acteurs de demain puissent continuer à élever cet édifice sans risque d'écroulement et sans apparition de la moindre fissure. Voilà ce qui compte ! ●

Le 3^e opérateur de téléphonie mobile se fait désirer

● Pour des raisons multiples, la filiale de l'opérateur vietnamien Viettel a repoussé à septembre 2014 l'entrée en service de son réseau de téléphonie mobile 3G initialement attendu au mois de janvier dernier.

C'est finalement en septembre 2014 que les premiers coups de fil sur le réseau Viettel Cameroun pourront être effectués. C'est du moins ce qui ressort de la déclaration faite à Yaoundé le vendredi 14 février dernier par Vu Khanh Duy, le directeur général de l'entreprise. Une déclaration survenant au lendemain d'une assemblée générale de Viettel Cameroun, qui s'est tenue le 13 février à Douala en présence de Nguyen Duy Tho, le directeur du groupe Viettel. «*Nous sommes en train de travailler d'arrache-pied pour respecter cette date*», a tenu à préciser le directeur général de Viettel Cameroun pour rassurer le public, car c'est le deuxième report qui intervient en l'espace de quelques mois. En effet, en 2012, la société vietnamienne avait annoncé que les premiers appels sur son réseau seraient effectués dès janvier 2014. Néanmoins, en décembre 2013, alors que le public s'apprêtait à expérimenter ce nouvel opérateur, les dirigeants de l'entreprise avaient repoussé l'entrée en service du réseau Viettel Cameroun au premier trimestre 2014. Pour expliquer ces renvois successifs, Vu Khanh Duy évoque trois raisons principales. D'abord la saison des pluies qui a été très longue en 2013, ralentissant l'implantation des pylones devant transporter le signal. Ensuite, il cite les difficultés liées aux titres fonciers et aux permis de bâtir ; des pièces dont l'obtention peut parfois nécessiter un temps considérable. Enfin, il incrimine le temps mis pour obtenir certains agréments et pour négocier avec les chefs traditionnels des localités où les équipements sont installés. Des



obstacles que l'entreprise dit avoir franchis à présent... C'est en décembre 2012 que le groupe Viettel est déclaré vainqueur de l'appel d'offre restreint émis par le gouvernement camerounais en août de la même année, pour l'exploitation d'un réseau de communications électroniques mobiles utilisant la technologie de troisième généra-

L'opérateur vietnamien totalise déjà 63 millions d'abonnés.

tion (3G). Le groupe vietnamien avait devancé tous ses concurrents parmi lesquels l'on retrouvait Maroc Telecom, l'indien Bharti Airtel et le coréen Korea Telecom : même s'il est vrai que ces derniers avaient ensuite déposé un recours qui n'a pas prospéré. Le communi-

qué du ministre des Postes et télécommunications qui annonçait ce résultat indiquait que Viettel Cameroun s'était engagée à investir 200 milliards de FCFA (400 MUSD) «*pour couvrir dès le lancement de ses activités 81% de tout le territoire camerounais, avec les technologies mobiles de deuxième et troisième générations*». À ce sujet, le directeur général de l'entreprise a affirmé dans sa déclaration du 14 février dernier à Yaoundé que les équipements permettant d'assurer ce niveau de couverture du territoire étaient d'ores et déjà installés. Quoi qu'il en soit, au moment où elle entrera en service, Viettel Cameroun trouvera sur le marché deux concurrents, à savoir le sud-africain MTN et le français Orange qui exploitent la technologie 2G, et qui sont déjà bien implantés sur le territoire avec cependant 58% de parts de marchés pour le premier. Le nouvel arrivant aura toutefois à son avantage l'exclusivité de la 3G à laquelle ne sont pas éligibles ses deux concurrents. «*Nos tarifs seront de 20% plus bas que ceux pratiqués actuellement*», indique également Viettel Cameroun, dont l'arrivée va certainement raviver la compétition dans ce secteur d'activité. Après le Mozambique, le Cameroun est le deuxième pays africain à accueillir une filiale de Viettel, qui est le principal opérateur des télécommunications du Viêt Nam. Au total, cette entreprise qui totalise, d'après son site internet, près de 63 millions d'abonnés dans le monde, est aussi présente dans des pays comme le Cambodge, le Laos, Haïti, le Pérou, et bientôt le Burundi où un accord vient d'être signé avec le gouvernement. ●

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun